

Une loi sur les droits des peuples autochtones votée par le Président de Pérou



L'exploitation aurifère en Amazonie Péruvienne. Photo par: Rhett A. Butler.

Le nouveau Président de Pérou, Ollanta Humala, a établi comme loi, une mesure qui exige qu'on consulte les groupes indigènes avant toute extraction minière, toute abattage, et surtout, avant de projets pétrolifères ou gaziers qui se passe sur leurs terres. Si la loi est correctement appliquée, elle donnera aux populations autochtones consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) sur tels projets industriels, bien que la nouvelle loi n'aille pas si loin de se permettre aux communautés locaux de mettre son veto aux projets.

« Ce que nous voulons comme résultat de cette loi est de pouvoir entendre la voix des indigènes et les traiter comme des citoyens, pas comme des petits enfants qui ne sont pas consultés du tout, » dit Humala hier. Le message a semblé une référence à son prédécesseur, Alex Garcia, qui souvent appelait les indigènes comme 'des sauvages troublés' parmi d'autres termes péjoratifs. Garcia avait bloqué une loi similaire après qu'elle avait été votée par le congrès de Pérou.

Récemment, le Pérou a été une histoire tourmentée entre le gouvernement fédéral et les tribus indigènes. Il y a deux années, le conflit entre les grandes sociétés pétrolières et les populations indigènes avaient dégénérés en violences lorsqu'une impasse entre des manifestants indigènes et des policiers se sont terminés avec la mort de 23 policiers et au moins de dix manifestants. Cependant, les indigènes disent que les corps de manifestants étaient jetés dans les fleuves pour cacher le nombre de personnes tuées. Humala a choisi de promulguer la loi dans la même région Amazonien – Bagua – l'endroit où s'est produit.

Les dernières années ont connu des activités industrielles sans précédent dans les régions amazoniennes de Pérou : Sous Garcia, 70% d'Amazonie péruvienne était distribuée aux sociétés pétrolières et gazières.

L'un des promesses de la campagne d' Humala était d'améliorer les relations entre les indigènes et le Gouvernement, et Humala a constaté que la nouvelle loi aide à atténuer le conflit social. Des entreprises mettent tous ses poids derrière la loi, avec le manque du droit de veto aux communautés locaux et son potentiel pour créer de meilleures relations entre les industries et les personnes indigènes.

« On a fait un pas important en résolvant un problème, on est en train de construire une République qui respectent tous ses nationalités. »

Humala a aussi promis de faire continuer son économie rapide – qui est principalement conduite par l'exploitation et le gaz – tout en accroissant des avantages aux personnes défavorisées et privées de leurs droits. Il a récemment mis des impôts plus élevés sur des bénéfiques d'exploitation des sociétés minières, mais cela n'était pas si élevé qu'on le craignait.

Bien que l'organisation indigène, AIDSESEP, applaudisse la nouvelle législation avant de la signature par le Président, elle a constaté que ce n'était qu'un premier pas.

« Il ne faut pas tomber dans une sorte de faux triomphalisme. Maintenant c'est au Gouvernement de former une organisation indigène nationale (...) qui va respecter strictement la conformité à cette nouvelle loi. » Dit la groupe dans une déclaration le mois dernier.

Jeremy Hance, mongabay.com
Traduit par Mark Gannon
February, 07, 2012